

**REHABILITATION ET MISE AUX NORMES DU MESS
BÂTIMENT 025 – QUARTIER VALMY
12EME REGIMENT DES CUIRASSIERS – OLIVET – 45**

**Lot 02 Aménagement intérieur/Parachèvement
CCTP Section technique 12 Revêtements de sols/Faïence**

Maître d'Ouvrage :

**Service d'Infrastructure
de la Défense Nord-Ouest
(SID NO)**

Service Achats Infrastructure
Quartier Margueritte - BP 14
35998 RENNES CEDEX 9
pierre.gernez@intradef.gouv.fr

AMO Thermique :

S2E-IC

45 avenue Georges
Clémenceau
25000 BESANÇON
cedric.manach@s2e-ic.fr

Bureau de Contrôle :

**BUREAU VERITAS
Exploitation**

Agence Centre Val de Loire
8 allée Colette Duval
37100 TOURS
rodolophe.neel@bureauveritas.com
yoann.husset@bureauveritas.com

CSPS :

**BUREAU VERITAS
Exploitation**

Agence Centre Val de Loire
8 allée Colette Duval
37100 TOURS
francois-
jacques.lecluse@bureauveritas.com

Groupement de Maîtrise d'Œuvre :

Architectes :



**architectes
urbanistes**

8 rue Linné - 44100 NANTES
Tél. : 02 40 20 25 25
ars@rocheteau-saillard.com

BET Tous corps d'état :



60 rue Blaise Pascal
CS 24305 – 37043 TOURS
Tél. : 02 47 31 04 80
fabrice.philipponneau@egis-
group.com

BET Cuisine collective :



52 Grande Rue
78240 CHAMBOURCY
Tél. : 01 39 65 18 79
atec.ing@wanadoo.fr

BET Acoustique :



12 boulevard Chasseigne
86000 POITIERS
Tél. : 05 49 46 24 01
g.lebot@gantha.com

MAI 2025

DCE

SOMMAIRE

1 DISPOSITIONS GENERALES	6
1.1 OBJET DU PRESENT LOT	6
1.2 CONSISTANCE DES TRAVAUX	6
1.3 PRESTATIONS PREVUES AU PRESENT LOT	6
1.3.1 CONNAISSANCE DU PROJET	6
1.3.2 ETUDES	6
1.3.2.1 TENEUR DES ETUDES	6
1.3.2.2 PRODUCTION DES ETUDES	7
1.3.2.3 COORDINATION	7
1.3.2.4 ALTERNATIVES	7
1.3.3 EXECUTION DES TRAVAUX	7
1.3.3.1 TRAVAUX	7
1.3.3.2 FABRICATION EN ATELIER	8
1.3.3.3 TRANSPORT, LIVRAISON, STOCKAGE	8
1.3.3.4 CONDITIONS DE STOCKAGE	8
1.3.3.5 CONDITIONS DE L'APPROVISIONNEMENT SUR LE LIEU DE POSE	9
1.3.3.6 CONDITIONS DE CIRCULATION SUR LE LIEU DE POSE	9
1.3.3.7 MOYENS DE MISE EN ŒUVRE	9
1.3.3.8 PRESERVATION DES OUVRAGES	9
1.3.3.9 CONTROLE DES SUPPORTS ET DES CONDITIONS D'EXECUTION	9
1.3.3.10 CONTROLE DES OUVRAGES REALISES	10
1.3.3.11 TOLERANCES SUR LES OUVRAGES REALISES	10
1.3.3.12 TOLERANCES SUR LES COMPOSANTS FOURNIS	10
1.3.3.13 OUVRAGES DEFECTUEUX	11
1.3.3.14 NETTOYAGE, TRI, EVACUATION, RECYCLAGE DES DECHETS	11
1.3.3.15 RECEPTION DES TRAVAUX	11
1.3.4 ESSAIS	11
1.3.4.1 ESSAIS ACOUSTIQUES	12
1.3.4.2 INTERPRETATION ET CONSERVATION DES RESULTATS	12
1.3.4.3 NON RESPECT DES PRESCRIPTIONS	12
1.3.5 PROTOTYPES	12
1.3.5.1 ÉCHANTILLONS ET FICHES MATERIAUX	12
1.3.5.2 PROTOTYPES	13
1.3.5.3 ZONES TEMOINS	13
1.3.6 DOCUMENTS A FOURNIR	13

SOMMAIRE

1.3.6.1 AVEC LA SOUMISSION	13
1.3.6.2 AU MARCHE	13
1.3.6.3 EN COURS DE CHANTIER	13
1.3.6.4 EN FIN DE CHANTIER	14
1.3.7 CONDITIONS D'APPROBATION	14
1.4 LIMITES DE PRESTATION	14
1.5 GARANTIE	14
1.6 RECOURS COMPLEMENTAIRES	15
1.7 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	15
1.8 QUALITE	15
1.9 QUANTITATIF - ESTIMATIF	16
2 HYPOTHESES DE CONCEPTION	17
2.1 CARACTERISTIQUES DU PROJET	17
2.1.1 CARACTERISTIQUES LIEES AU SITE	17
2.1.2 CARACTERISTIQUES LIEES AU PROGRAMME	17
2.1.3 HYPOTHESES RESULTANT DE L'ETUDE DU PROJET	17
2.1.4 HYGROMETRIE DES LOCAUX	17
2.2 PERFORMANCES DES OUVRAGES	18
2.2.1 CLASSEMENT UPEC	18
2.2.2 PERFORMANCES AU FEU	18
2.2.3 PERFORMANCES THERMIQUES	18
2.2.4 PERFORMANCES ACOUSTIQUES	18
3 DESCRIPTION DES OUVRAGES	19
3.1 TRAVAUX PREPARATOIRES LOCAUX CUISINES	19
3.1.1 CHAPE : 1ERE EPAISSEUR (5 CM)	19
3.1.2 ETANCHEITE	19
3.1.3 CHAPE : 2EME EPAISSEUR (CARRELAGE SCHELLE)	19
3.2 TRAVAUX PREPARATOIRES HORS LOCAUX CUISINES	19
3.2.1 CHAPE AVEC FORME DE PENTE	19
3.2.2 BARRIERE ANTI-REMONTEE D'HUMIDITE	20
3.2.3 RAGREAGE	20
3.3 REVETEMENTS DE SOLS CUISINES	20
3.3.1 CARRELAGE ANTI-DERAPANT U4 P4S - POSE SCHELLEE	20
3.3.2 PLINTHES ASSORTIES CARRELAGE U4 P4S	21

SOMMAIRE

3.3.3 JOINT ANTI ACIDE	21
3.3.4 FAIENCE 20 x 20 CM OU 30 x 30 CM	21
3.4 REVETEMENT DE SOLS DUR HORS LOCAUX CUISINES	21
3.4.1 CARRELAGE GRES CERAME 30 X 30 CM	21
3.4.2 PLINTE DROITE ASSORTIE AU CARRELAGE 30 X 30 CM	22
3.4.3 CARRELAGE U4P4E2C1 - ANTI DERAPANT	22
3.5 REVETEMENT DE SOLS SOUPLES	22
3.5.1 REVETEMENT LINOLEUM ACOUSTIQUE	22
3.6 REVÊTEMENTS MURAUX	23
3.6.1 CARRELAGE MURAL	23
3.7 TAPIS D'ENTREE	23
3.7.1 DIMENSIONS SAS	23
3.7.2 DIMENSIONS 80 x 200 CM	23
3.8 OUVRAGES DIVERS	23
3.8.1 SIPHON DE SOL INOX	23
3.8.2 SIPHON DE SOL CUISINE	24
3.8.3 PROFILS D'ARRET DE CARREAUX DE SOLS	24
3.8.4 JOINTS DE DILATATION	24
4 SPECIFICATIONS TECHNIQUES DETAILLEES	25
4.1 DOCUMENTS DE REFERENCE	25
4.1.1 DTU	25
4.1.2 RECOMMANDATIONS ET CAHIERS DU CSTB	25
4.1.3 NORMES	26
4.1.4 AUTRES DOCUMENTS	27
4.2 MATERIAUX - PRODUITS - COMPOSANTS	27
4.2.1 GENERALITES	27
4.2.2 PRODUITS DE RAGREAGE	27
4.2.3 COLLES DIVERSES	27
4.2.4 MATERIAUX DE REVETEMENTS DE SOLS	27

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU PRESENT LOT

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) à pour objet la définition des travaux du lot Revêtements de sols qui sont à réaliser dans le cadre de la réhabilitation et mise aux normes du mess bâtiment 025 - Quartier Valmy - 12ème régiment des cuirassiers à Olivet (45).

1.2 CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux comprendront, outre la fourniture et la pose des éléments précisés au présent CCTP et aux plans, tous les travaux de sa spécialité avec tous les accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages, étant entendu, que, du fait de sa qualification, il appartient à l'Entreprise de prévoir toutes les sujétions, fournitures nécessaires. Pour ce faire, elle devra prendre une parfaite connaissance des prestations dues par les autres corps d'état.

Le présent lot concerne la fourniture, le transport, la manutention et la mise en œuvre (selon les recommandations des fabricants) des ouvrages décrits au chapitre " DESCRIPTION DES OUVRAGES ".

1.3 PRESTATIONS PREVUES AU PRESENT LOT

1.3.1 CONNAISSANCE DU PROJET

Il est rappelé que l'Entrepreneur du présent lot est tenu de prendre connaissance des éléments suivants :

- Le projet dans son ensemble sous tous ses aspects, y compris Architecturaux, de même que son fonctionnement, la destination des locaux qu'il comporte, les différentes phases de déroulement des travaux.
- Les caractéristiques du site, du voisinage, et de l'environnement général du projet, ainsi que des contraintes d'accès, de stationnement, de stockage, d'intervention qui seraient imposées par celles-ci, compte tenu des moyens envisagés, pour la réalisation des travaux dus par le présent lot.
- Les travaux de tous types qui doivent être exécutés au titre des autres lots, avec une attention particulière pour ceux relatifs aux ouvrages utilisés tant que support, et pour ceux qui complètent ou le cas échéant interfèrent avec les travaux à réaliser par le présent lot
- A noter pour cette partie, que cette attention devra être maintenue tout au long du déroulement du chantier, par la présence de l'entreprise en coordination interentreprises, et par sa participation à la synthèse
- Les contraintes qui se rapportent aux propriétés voisines, et aux constructions avoisinantes ou mitoyennes,

Pour ce faire, il devra acquérir une parfaite connaissance de toutes les pièces composant le dossier d'étude.

Toute argumentation de l'Entreprise, se réclamant de la non connaissance de ces éléments ci-avant sera rejetée par le Maître d'Œuvre.

De même, elle ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions puissent la dispenser d'exécuter tous les travaux de sa profession, ou lui permette de faire une demande de supplément de prix.

1.3.2 ETUDES

L'entreprise devra entreprendre ses propres études en reprenant les principes et détails exprimés dans les documents fournis par le Maître d'Œuvre, et en complétant ceux-ci en fonction de ses propres choix, par toutes les précisions qui seront jugées nécessaires par celui-ci pour permettre une parfaite maîtrise des travaux.

Dans le cas où des relevés, sondages, essais, ou investigations complémentaires s'avèreraient nécessaires à l'étude des travaux ou ouvrages dus par le présent lot, ils sont à prévoir par l'Entreprise comme entièrement à sa charge dans le cadre de son marché.

Les études auront pour base les plans de revêtements des sols de l'Architecte, ainsi que les calepinages correspondants s'ils existent, dans le cas contraire, à partir des détails et instructions de l'Architecte, et des informations relatives aux équipements posés au sol. L'Entrepreneur établira des plans de calepinage complets, ceux-ci seront alors employés par les autres Entreprises pour positionner les équipements divers positionnaient sur le sol brut.

1.3.2.1 TENEUR DES ETUDES

POUR LES ETUDES D'EXECUTION :

Les études de l'Entreprise comprendront tous les éléments utiles en vue des travaux à exécuter, cela comportera en particulier :

Les plans généraux et plans de localisation

Les plans de calepinage avec tous les niveaux finis, tels qu'ils résultent de ceux indiqués par les Entreprises des corps d'état techniques, ou des instructions de la cellule de synthèse, en tenant compte des caractéristiques de sols (nature (lino, textile, pvc, caoutchouc) type (homogène, hétérogène, acoustique, etc.), type de plinthe avec

dimensions, glissance, UPEC), liste non limitative.

La sélection, pour chaque ouvrage, de procédés, matériaux et matériels correspondants parfaitement à sa destination, qui sera doté de caractéristiques au moins égales à celles exprimées dans la partie « Description des Ouvrages », et qui permettra d'atteindre un niveau de performance au moins égal à celui figurant dans la partie « Hypothèses de Conception »,

L'établissement de la planification des travaux dus, en accord avec le planning général des travaux et ses évolutions,

La participation par des moyens adaptés à la cellule de synthèse, avec l'établissement et la diffusion à la demande des informations requises, et la mise à jour en temps utile des documents produits en fonction des informations reçues.

POUR LES ETUDES COMPLEMENTAIRES AUX ETUDES D'EXECUTION :

Les études de l'Entreprise comprendront tous les éléments complémentaires aux documents d'exécution qui lui seront fournis, en vue d'intégrer à la conception ses propres spécificités, cela comportera en particulier :

Les Plans d'Atelier et de Chantier

La révision des plans de calepinage en fonction de celle des plans des autres lots

Les plans et détails complémentaires

La sélection, pour chaque ouvrage, de procédés, matériaux et matériels correspondants parfaitement à sa destination, qui sera doté de caractéristiques au moins égales à celles exprimées dans la partie « Description des Ouvrages », et qui permettra d'atteindre un niveau de performance au moins égal à celui figurant dans la partie « Hypothèses de Conception »,

L'établissement de la planification des travaux dus, en accord avec le planning général des travaux et ses évolutions,

La participation par des moyens adaptés à la cellule de synthèse, avec l'établissement et la diffusion à la demande des informations requises, et la mise à jour en temps utile des documents produits en fonction des informations reçues.

1.3.2.2 PRODUCTION DES ETUDES

L'Entreprise devra prendre toutes les dispositions utiles pour effectuer ses études et produire les documents correspondants dans les délais qui lui seront imposés, ceci afin de permettre le bon déroulement des études des autres corps d'état, et celui du chantier.

1.3.2.3 COORDINATION

L'établissement et le maintien d'une parfaite coordination avec tous les corps d'état concernés par les ouvrages à réaliser est à prévoir par le présent lot.

Avant toute exécution, l'Entreprise produira les éléments requis pour la synthèse (voir détail ci-après).

L'Entreprise devra de plus fournir un planning d'exécution détaillé de ces interventions pour permettre l'harmonisation avec celles des autres lots, afin d'éviter les co-activités et de prévoir les mesures de sécurité à soumettre au coordinateur sécurité de l'opération.

1.3.2.4 ALTERNATIVES

Dans le cas où le dossier d'appel d'offre propose la réalisation de « Travaux supplémentaires éventuels (PSE/Option) » ou de « Prestations alternatives », l'Entreprise devra pour ceux retenus les mêmes études que celles des travaux courants, les montants correspondants à chacun de ces travaux devront obligatoirement figurer dans l'offre de prix de l'entreprise.

Dans le cas où l'Entreprise envisage d'exécuter les travaux suivant d'autres techniques, principes ou détails, que ceux prévus par le Maître d'Œuvre, dans son offre de prix, elle devra obligatoirement exprimer cette possibilité en plus de sa réponse complète conforme à la conception initiale

Cette évaluation devra être établie en prenant en compte et en détaillant tous les travaux induits, y compris quand ils sont de nature correspondante à un autre corps d'état.

Elle devra mentionner de façon explicite cette possibilité en tant que « Variante Entreprise », et devra obligatoirement justifier sa proposition par une note technique explicative détaillée jointe à l'offre.

1.3.3 EXECUTION DES TRAVAUX

L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur le fait qu'il devra exécuter chaque type d'ouvrage des travaux qui lui sont attribués en parfaite connaissance d'une part du dossier du Maître d'Œuvre, et d'autre part, de tous les documents qui sont applicables à cet ouvrage.

1.3.3.1 TRAVAUX

La répartition des travaux entre les différents lots est fixée dans les cas courants, par le CCTC ou « Cahier des Clauses Techniques Communes » et le cas échéant, par le Cahier des Clauses Spéciales, réglementairement applicable à chaque type de travaux.

Outre la fourniture et la mise en œuvre des matériaux et matériels composants les ouvrages décrits, l'Entrepreneur devra prévoir toutes les prestations utiles à la réalisation de ces ouvrages à partir de ceux mentionnés en tant que « support », cela comprendra notamment :

- Les études, plans d'appareillage et calepinages des revêtements,
- La vérification sur place des mesures exactes des emplacements laissés après exécution des ouvrages des autres corps d'état,
- La fourniture et la mise en œuvre de l'ensemble des revêtements de sols,
- La fourniture et la pose de tous les accessoires permettant une parfaite finition des ouvrages,
- L'exécution des enduits de lissage,
- Les massifs en maçonnerie autour des fourreaux,
- Le scellement, dans leur position définitive, des siphons, caniveaux, etc., fournis par d'autres corps d'état,
- La mise en œuvre des carrelages avec interposition éventuelle d'un isolant phonique et d'une étanchéité (sous-couches se substituant aux chapes flottantes selon les cas), ainsi que les carrelages scellés à l'avancement (sous-couche en mortier),
- Les pentes en direction des appareils d'évacuation (siphon, grille, etc.), ainsi que les sujétions de raccord autour de ceux-ci,
- Les protections nécessaires pendant et après la pose jusqu'à la réception,
- Les dispositions d'interdiction d'accès des locaux pendant la durée des travaux,
- Les raccords éventuels après intervention des autres corps d'état,
- Les frais de contrôle et d'essais (matériaux, frais de bureau de contrôle),
- La réfection des ouvrages reconnus défectueux à la réception des travaux,
- L'enlèvement hors chantier de tous les déchets ou gravois résultant des travaux du présent lot,
- Le nettoyage des revêtements avant la réception,
- Les frais de coordination avec les lots Serrurerie, Menuiseries Intérieures, Plomberie, etc., pour les incorporations ou finitions diverses.

1.3.3.2 FABRICATION EN ATELIER

Toutes les fabrications en atelier ne pourra être effectuée que sur la base des principes, procédés, et matériaux, qui auront été validés auparavant par le Maître d'Œuvre.

Les caractéristiques dimensionnelles demeurent du ressort de l'Entreprise et sous sa propre responsabilité, celle-ci résulteront de l'application au projet des éléments validés ci-dessus, auxquelles seront appliqués les relevés ou aux contrôles effectués sur place par l'Entreprise.

Il est rappelé que les dimensions indiquées au dossier d'appel d'offre demeurent indicatives.

1.3.3.3 TRANSPORT, LIVRAISON, STOCKAGE

L'Entreprise prendra obligatoirement en compte dans son offre tous les frais suivants :

- Transport en temps utile par des moyens appropriés, des matériaux, matériels, et composants nécessaires aux travaux, avec tous les emballages et protections utiles, et leur déchargement sur place,
- Transports sur site et manutention pour entreposage vers un lieu de stockage désigné par le Maître d'Œuvre, avec déplacement le cas échéant, en fonction de la planification des travaux,
- Dispositions adéquates pour assurer, pendant le temps nécessaire, le stockage, la protection et la parfaite conservation des matériaux et matériels stockés, dans les conditions de conservations prévues par les fournisseurs ou fabricants de ceux-ci permettant d'éviter tous types de dégradation,
- Dispositions nécessaires en vue d'assurer la sécurité contre le vol le cas échéant,
- Transports sur site, manutention, levage, sur le lieu de mise en œuvre, compris dispositions pour entreposage transitoire, le cas échéant,
- Collecte, tri, et transport sur site des déchets résultants des travaux à réaliser, matériaux, matériels, chutes, emballages, etc...

Lors des livraisons sur le chantier des matériaux, matériels ou composants, un contrôle des fournitures pourra être effectué par le Maître d'Œuvre à son gré, de façon ponctuelle ou de manière systématique, pour vérifier leur conformité par rapport aux documents approuvés correspondants.

1.3.3.4 CONDITIONS DE STOCKAGE

Il est rappelé que toute pièce ou élément dégradé ou marqué devra être écarté par l'entreprise, et qu'en cas de pose, il sera refusé par le Maître d'Œuvre et devra obligatoirement être remplacé.

Les composants sensibles à l'humidité, en particulier les sols textiles, sous couche acoustiques composés de matières minérales, seront obligatoirement approvisionnés sur le chantier à l'avancement des travaux, ils seront

stockés à l'intérieur, sous un conditionnement adapté pour éviter tout risque de dégradation, compte tenu des conditions hygrothermiques prévisibles sur les lieux du stockage.

1.3.3.5 CONDITIONS DE L'APPROVISIONNEMENT SUR LE LIEU DE POSE

L'approvisionnement des matériaux et matériels ne pourra s'effectuer qu'aux endroits et dans les conditions approuvées par le Maître d'Œuvre, et en prenant toutes les précautions requises pour ne pas endommager les ouvrages déjà réalisés.

L'Entreprise ne pourra approvisionner les composants sensibles à l'humidité sur le lieu de pose que si il est « hors d'eau et hors d'air », elle devra de plus contrôler auparavant le taux d'hygrométrie ambiante et s'assurer de son évolution prévisible (par la mesure du taux d'humidité des structures par exemple).

1.3.3.6 CONDITIONS DE CIRCULATION SUR LE LIEU DE POSE

La circulation directement sur les ouvrages déjà réalisés n'est admise que dans la mesure où elle ne risque de leur causer aucune dégradation. Dans le cas contraire, des protections adaptées devront préalablement être mises en place par le présent lot aux endroits où ce sera nécessaire.

1.3.3.7 MOYENS DE MISE EN ŒUVRE

Sauf mention contraire, l'offre de l'Entreprise devra inclure tous les moyens nécessaires à l'exécution des travaux, et au maintien de la sécurité des personnes au cours de celle-ci, cela consistera notamment à prévoir et mettre en place, avant toute forme de travaux, les dispositifs suivants :

- Tous les échafaudages, plateformes fixes ou mobiles, moyens d'accès, protections, installations provisoires, fournitures complémentaires, qui s'avéreront utiles pour la réalisation des travaux dans les conditions requises, et pour leur contrôle par le Maître d'œuvre, et ce en parfaite sécurité,
- Les systèmes de transport, de levage, des matériaux et matériels à mettre en œuvre et les systèmes d'évacuation de ceux non employés ou issus des démolitions et déposes dus au présent lot.
- Les systèmes de protection assurant conformément à la réglementation en vigueur, la sécurité de son personnel ainsi que celle des personnes exposées lors de ses travaux, à l'intérieur du chantier et le cas échéant au dehors, suivant la configuration,

L'Entrepreneur demeure responsable des moyens employés pour réaliser ses travaux, toutefois, il devra prendre en compte dans la sélection de ceux-ci, les contraintes qui pourraient résulter des co-activités, et le cas échéant de la présence d'avoisinants, dans le but de limiter au mieux les nuisances occasionnées (bruits, poussière, vibrations, etc...)

1.3.3.8 PRESERVATION DES OUVRAGES

Dans le cadre de son marché, l'entrepreneur devra au cours de ses interventions, prendre toutes les dispositions qu'il jugera utiles pour préserver de façon efficace, les ouvrages préexistants, et ce compte tenu des travaux qu'il aura à réaliser et des moyens qu'il compte employer. Il sera ensuite considéré comme responsable des dégradations éventuelles qui pourraient en résulter

Une fois tout ou partie de ses travaux effectués, l'Entrepreneur demeure responsable de la préservation des ouvrages réalisés, à ce titre il devra dans le cadre de son marché, la mise en place des dispositifs d'interdiction provisoires ou définitifs ainsi que des protections utiles à leur préservation efficace, compte tenu des travaux et activités normalement prévisibles des autres entreprises.

1.3.3.9 CONTROLE DES SUPPORTS ET DES CONDITIONS D'EXECUTION

Avant d'entreprendre ses propres travaux, l'entrepreneur est tenu d'effectuer les contrôles nécessaires, et en particulier de réceptionner les ouvrages qui leur serviront de support, il devra effectuer ces contrôles dès que possible, le cas échéant à l'avancement, afin d'émettre en temps utile toutes les réserves qu'il juge nécessaires sur les défauts de réalisation des ouvrages antérieurs aux siens, qui pourraient être incompatibles avec la bonne exécution de ses propres travaux, tels que ceux-ci ont été prévus.

L'Entrepreneur doit vérifier avant de commencer ses travaux que :

- La surface du parement livré par le lot Gros Œuvre est propre, sans trace de plâtre ou salissures diverses,
- Les tolérances de planéité sont respectées,
- Les niveaux sont convenables pour permettre le raccordement des sols,
- Les trous réservés et tous les accessoires incorporés aux revêtements sont à leur place,

En cas de défaut, il doit être signalé au Maître d'Œuvre.

Avant la mise en œuvre, et suivant nécessité, au cours de celle-ci, il appartiendra à l'Entrepreneur de vérifier que les conditions requises pour effectuer celle-ci sont respectées, et qu'elles permettent d'obtenir un ouvrage dont les caractéristiques et performances seront celles attendues.

Aucune réclamation concernant les caractéristiques ou l'état des ouvrages servant de supports aux travaux à effectuer ne sera admise à partir du commencement des travaux correspondant, tout début de pose ou d'application impliquant l'acceptation de ces supports.

De même, toute réfection d'un support qui n'aura pas été demandée suffisamment à temps pour pouvoir être effectuée sans retarder l'exécution des travaux à réaliser ne pourra être retenue comme argument valable susceptible de modifier les délais d'exécution de ces travaux.

En ce qui concerne les travaux du présent lot, il est rappelé qu'ils ne peuvent être entrepris que dans les conditions qui suivent.

- Les travaux de structure sont terminés, et le bâtiment est mis hors d'eau
- Les plans et calepinages sont approuvés, et les niveaux finis connus
- Les cloisons sont terminées (hors cloisons démontables posées sur les sols souples)
- Les équipements divers positionnés au sol mis en place par les lots techniques

Mise en place des remplissages et isolants :

- Le lieu de pose est clos et couvert,
- L'Entreprise a contrôlé le taux d'hygrométrie ambiant des locaux, a jugé celui-ci suffisamment faible pour écarter les risques de dégradation des produits à poser, et enfin s'est assuré de son évolution prévisible, en particulier par la mesure du taux d'humidité résiduel des structures, par la bonne ventilation et le cas échéant par le chauffage provisoire des locaux.

1.3.3.10 CONTROLE DES OUVRAGES REALISES

Indépendamment des contrôles réalisés par le Maître d'Œuvre, l'Entreprise devra s'assurer de façon systématique de la qualité des ouvrages exécutés par des autocontrôles à l'avancement des travaux, les ouvrages défectueux seront immédiatement indiqués au Maître d'Œuvre et feront l'objet de reprises suivant une procédure proposée par l'entreprise et approuvée par celui-ci.

Cette procédure devra être effectuée en tenant compte du « Plan d'Assurance Qualité » ou de la démarche qualité propre à l'Entreprise, et des règles établies par le Maître d'Œuvre pour le déroulement du chantier.

Le Maître d'Œuvre procédera à son gré à ses propres contrôles, il se réserve le droit d'exiger de l'Entreprise dans le cadre de son marché, de procéder de façon ponctuelle ou systématique, à des essais permettant de s'assurer de la qualité des ouvrages réalisés (voir paragraphe ci avant)

A noter que chaque Entreprise devra la mise à disposition du Maître d'Œuvre des installations et dispositifs nécessaires aux contrôles à effectuer dans les conditions de sécurité réglementaires

Dans tous les cas, ces procédures de contrôle devront faire l'objet d'une parfaite traçabilité.

1.3.3.11 TOLERANCES SUR LES OUVRAGES REALISES

Revêtement de sols collés Tolérances de planéité	Généralités	Cahier des charges de préparation des ouvrages en vue de la pose des revêtements minces § 7 - Cahier CSTB 286 - Décembre 1958)
Tolérances de planéité des supports et de l'ouvrage fini	Règles de : 2 m 0,20 m	Règles professionnelles de préparation des supports courants en béton en vue de la pose des revêtements de sols minces (UNRSTUMN - Janvier 1976)
▪ dalles préfabriquées soignées	5 mm 1 mm	
▪ dalles préfabriquées courantes	7 mm 2 mm	
▪ chapes rapportées	5 mm 1 mm	
▪ chapes incorporées	7 mm 2 mm	
▪ béton surfacé soigné	7 mm 2 mm	
Béton surfacé courant - Tolérance de planéité		
▪ support	10 mm 3 mm	
▪ ouvrage fini	5 mm 1 mm	

Alignement des joints sous une règle de 2,00 m, dont les extrémités correspondent aux bords homologués de 2 carreaux : 2 mm en plus des tolérances de calibrage des carreaux.

1.3.3.12 TOLERANCES SUR LES OUVRAGES REALISES

SURFACES	PLANEITE D'ENSEMBLE RAPPORTEE A LA REGLE DE 2 M	PLANEITE LOCALE RAPPORTEE A UN REGLET DE 0,20 M (CREUX MAXIMAL SOUS CE REGLET HORS JOINTS)	TOLERANCES D'ASPECT ET AUTRES SPECIFICATIONS
Béton brut	Pas de spécification particulière	Pas de spécification particulière	Pas de spécification particulière
Béton surfacé :			
▪ parement courant	10 mm	3 mm	Aspect régulier
▪ parement soigné	7 mm	2 mm	Aspect fin et régulier
Béton à chape incorporée	7 mm	2 mm	Aspect fin et régulier
Chape rapportée	5 mm	2 mm	Aspect lisse, fin et régulier
Cas particulier des dalles préfa.			
▪ parement courant	7 mm	2 mm	Aspect fin et régulier
▪ parement soigné	5 mm	1 mm	Aspect fin et régulier
			Désaffleurement au droit des joints inférieur à 3 mm

1.3.3.13 OUVRAGES DEFECTUEUX

Tout ouvrage ou partie d'ouvrage, pour lequel les matériaux, composants, mode d'exécution, etc. ne seront pas conformes aux prescriptions du présent CCTP, ou aux règles applicables, sera considéré comme défectueux et non recevable.

Dans cette éventualité, ceux-ci seront déposés ou démolis, puis repris avec l'approbation du Maître d'Œuvre, aux frais de l'Entrepreneur.

1.3.3.14 NETTOYAGE, TRI, EVACUATION, RECYCLAGE DES DECHETS

A l'avancement de la réalisation de ses travaux, l'Entreprise devra assurer le nettoyage des lieux de travail correspondants par enlèvement de tous les déchets qui en résultent, cela comprendra notamment :

- L'évacuation sur site des gravois, débris, emballages et déchets divers,
- L'évacuation sur site des matériaux et matériels avec ou sans réemploi,
- Le tri pour recyclage ou la mise en beine appropriée sur site, en fonction des règles établies pour le chantier
- En fonction du type de déchet, et suivant les principes figurant au marché, le transport hors site, avec stockage et recyclage par l'Entreprise ou par un prestataire de service agréé, ou le transport et la mise en décharges publiques appropriées.

D'autre part, chacun des ouvrages réalisés fera l'objet d'un nettoyage approprié à sa nature, suivi le cas échéant de la mise en place de protections adéquats, en vue d'éviter sa dégradation, compte tenu des travaux à venir et jusqu'à la réception des travaux.

1.3.3.15 RECEPTION DES TRAVAUX

En fin de chantier, ou au cours de celui-ci en fonction du phasage prévu, l'Entrepreneur devra participer activement à la Réception des travaux,

Suivant les ouvrages dont il a eu la charge il devra assurer pour ceux-ci :

- L'enlèvement et l'évacuation des protections mises en place le cas échéant, (sauf si utiles à l'accès),
- Un nettoyage final soigné de ses ouvrages en vue de leur Réception,
- Une vérification d'aspect, de bonne tenue, de ventilation,
- Les reprises de tous les défauts constatés, et de ceux signalés par le Maître d'Œuvre ou son représentant, avant le déroulement des « Opérations Préalables à la Réception »,

Et après le déroulement des « Opérations Préalables à la Réception » :

- La réalisation ou la reprise dans les plus brefs délais, de tous les travaux, ouvrages, ou finitions manquantes ou considérées comme défectueuses par le Maître d'Œuvre ou son représentant, lors des « Opérations Préalables à la Réception » et ce jusqu'à la levée par celui-ci des réserves correspondantes.

1.3.4 ESSAIS

D'une manière générale, l'entrepreneur se référera aux articles spécifiques du CCTC et CCAP.

Tous les frais nécessaires à la mise à disposition d'ouvrage ou partie d'ouvrage permettant de réaliser les essais sont entièrement inclus dans les prix de l'Entrepreneur.

A la demande du Maître d'Oeuvre, lorsque celui-ci doute des mises en œuvre exécutées par le présent corps d'état, il pourra être effectué des épreuves de conformité aux normes de sécurité incendie et d'acoustiques.

Les épreuves à faire subir aux ouvrages ou parties d'ouvrages sont à la charge :

- De l'Entrepreneur lorsque les résultats ne sont pas acceptables,
- Du Maître d'Ouvrage lorsque les résultats sont satisfaisants.

Les éléments ayant amenés des problèmes à l'étude ou l'exécution doivent être obligatoirement soumis aux épreuves. En cas de résultats insuffisants, les épreuves peuvent être étendues à d'autres parties d'ouvrage.

1.3.4.1 ESSAIS ACOUSTIQUES

Afin de tester les qualités acoustiques des matériaux, l'entrepreneur du présent lot est tenu de prendre en charge les essais exécutés sous le contrôle d'un bureau spécialisé et agréé.

Ces essais seront effectués in situ dans les conditions normales d'utilisation. Pour ces essais, ces locaux seront entièrement terminés (revêtements de sols, murs, plafonds).

Échantillon représentatif pour les essais :

- 3 à 5 locaux en cours de chantier pour tester la qualité des produits,
- 3 à 5 locaux à la fin du chantier (choisis d'une façon aléatoire par le maître d'œuvre) pour vérifier la bonne mise en œuvre des cloisons (avant les réceptions).

Ces essais seront faits conjointement avec le lot faux-plafond dans la mesure où les résultats sont conditionnés par la mise en œuvre des faux plafonds.

L'Entrepreneur s'informerait auprès du maître d'œuvre des différents essais prescrits et remettrait les résultats à des dates qui lui seront imposées.

L'Entreprise devra être en mesure de fournir à la demande de la maîtrise d'œuvre, si celle-ci l'estime nécessaire, les procès-verbaux d'étalonnage des appareils de mesure utilisés pour contrôler les performances des installations réalisées.

1.3.4.2 INTERPRETATION ET CONSERVATION DES RESULTATS

En cas de contradiction entre les résultats des essais et contrôles réalisés par l'entrepreneur d'une part et ceux exécutés par l'éventuel contrôle extérieur du Maître d'œuvre d'autre part, ce sont ces derniers qui prévalent.

Les conditions techniques des essais effectués par l'entrepreneur ou pour son compte sont modifiées en tant que de besoin.

L'entrepreneur fournit au Maître d'œuvre, au jour le jour, les procès-verbaux des essais et contrôles effectués par lui ou pour son compte, pour sa propre production.

Il conserve en outre dans ces bureaux de chantier un registre regroupant l'ensemble de ces procès-verbaux que le Maître d'œuvre peut consulter à tout moment.

Le Maître d'œuvre doit communiquer à l'entrepreneur les procès verbaux des essais et contrôles réalisés en contrôle extérieur du Maître d'Ouvrage.

1.3.4.3 NON RESPECT DES PRESCRIPTIONS

Toute partie d'ouvrage refusée après les contrôles effectués par le Maître d'Oeuvre peut entraîner le refus et la démolition ou démontage de tout ou partie des éléments précédemment réalisés entre le dernier contrôle satisfaisant et le contrôle ayant entraîné le refus.

Au cas où des pièces ou partie d'ouvrages comprises dans un lot refusé sont jugées cependant acceptables par l'Entrepreneur, il lui appartient de procéder, à ses frais, à tous les essais, compléments d'études, analyses et preuves diverses suffisantes pour les faire agréer.

La poursuite de travaux analogues est alors subordonnée aux conclusions à tirer de ces opérations en accord avec le Maître D'Oeuvre.

L'Entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité ou report de délai à la suite de ces compléments d'agrément, il doit rattraper les retards éventuels par augmentation des effectifs, travail en jour non ouvrable et à plusieurs postes, mises en place de matériel complémentaire, etc...

1.3.5 PROTOTYPES

1.3.5.1 ÉCHANTILLONS ET FICHES MATERIAUX

D'une manière générale, l'entrepreneur se réfèrera aux articles spécifiques du CCTC et CCAP

Préalablement à toute exécution, l'Entreprise doit remettre au Maître d'œuvre toutes fiches techniques ou d'agrément justifiant des qualités et de la provenance des matériels.

Les échantillons sont présentés et soumis à l'acceptation lors des séances de coordination d'études ou d'exécution. Le choix des matériels appartient au Maître d'œuvre. Ils lui sont présentés en maquettes appareillées. Les échantillons doivent être neufs et livrés sur le chantier, exempts de toute altération (oxydation, chocs ou autres) et dans la présentation du fabricant.

Toutes les protections nécessaires doivent être mises en œuvre au cours des travaux pour assurer leur bon état

de conservation.

Toutes les parties en métaux ferreux non galvanisés doivent recevoir deux couches de peinture antirouille après brossage éventuellement nécessaire.

Les marques doivent subsister jusqu'à la réception des ouvrages.

Les caractéristiques des matériels ne doivent jamais être choisies par défaut.

Les matériels de même nature sont choisis dans la gamme d'un même constructeur.

Ces échantillons resteront à demeure sur le chantier, dans un local prévu à cet effet, jusqu'à la réception des travaux.

1.3.5.2 PROTOTYPES

Avant la mise en œuvre (et 4 mois avant la date d'intervention prévue au planning contractuel d'exécution), l'entrepreneur présentera au Maître d'Oeuvre une ou plusieurs maquettes (prototypes) exécutées sur place, de chaque type de cloisons prescrites dans le présent CCTP.

Ces maquettes seront exécutées indépendamment de la réalisation des locaux témoins. Elles pourront être laissées en place et constituer le cloisonnement final dans la mesure où elles correspondent exactement aux prescriptions du marché.

Les maquettes minimales devront correspondre à 4 ml. Leur emplacement sera à définir ultérieurement avec le Maître d'Oeuvre.

1.3.5.3 ZONES TEMOINS

L'Entrepreneur réalisera des zones témoins, définies par le Maître d'Œuvre, qui serviront de référence pour les ouvrages à réaliser.

Ces locaux comporteront en situation toutes les prestations prévues au présent lot et décrites ci-après.

Ces zones témoins seront amenées à rester en place (non démontées) si les prestations présentées correspondent aux descriptions et spécifications du présent document ainsi qu'aux mises au point des phases d'études précédant la réalisation des travaux.

1.3.6 DOCUMENTS A FOURNIR

1.3.6.1 AVEC LA SOUMISSION

Afin de permettre de juger les propositions des Entreprises, celles-ci devront joindre à leur offre de prix tous les éléments demandés dans le cadre de l'Appel d'offre, en particulier les éléments qui suivent :

- La décomposition du prix global forfaitaire, entièrement remplie suivant sa disposition originale,
- Toutes les informations techniques relatives aux différents procédés, ou systèmes proposés, y compris les matériaux, produits ou composants employés (documentation technique, caractéristiques, performances, garanties etc.),
- Toutes les précisions utiles pour permettre de rattacher chacune des propositions ci-dessus à l'article du CCTP pour lequel elle est présentée
- Les modes opératoires prévus, pour la mise œuvre en relation avec les ouvrages adjacents,

Si requis par le Règlement de la Consultation (RC) :

- Les qualifications des Entreprises en correspondance avec les travaux à exécuter.
- Les références d'ouvrages réalisés avec des procédés ou matériaux équivalents.

1.3.6.2 AU MARCHE

En vue de la passation des marchés, les Entreprises devront compléter les informations précédentes par les éléments suivants :

- Les références, qualités, fournisseurs et provenance des produits,
- La copie de tous les documents spécifiques relatifs à la mise en œuvre des procédés proposés, ainsi que ceux attestant de leurs caractéristiques et performances :
 - o D'une façon générale : Avis Techniques, Documents Techniques d'Application, PV d'essais, ATEX, Cahier des charges, ETN,...
 - o Provenance des matériaux et composants, caractérisation et performances des matériaux naturels, Certifications, Attestation de traitement, Assurances particulières...
- Les plans de principe des ouvrages principaux,
- Le mode de garantie.

1.3.6.3 EN COURS DE CHANTIER

Après obtention de l'accord du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle sur les matériels, procédés, pré-prototypes et échantillons présentés, (y compris prise en compte des remarques par les modifications adéquates

le cas échéant), l'Entrepreneur devra soumettre à approbation du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle, l'ensemble des documents nécessaires à la réalisation de ses travaux.

Ces documents seront à produire en fonction des travaux, et suivant les besoins imposés par le planning, il s'agira en particulier de ceux relatifs à son étude du projet, telles qu'elle est définie ci avant.

- La série complète des plans d'atelier et de chantier (PAC), y compris tous documents complémentaires
- La série complète des plans de détails, comportant en particulier ceux relatifs aux raccords avec les ouvrages des corps d'état adjacents,
- Les plans, fiches, notes de calcul, et les précisions relatives ouvrages et leurs fixations.
- Photocopie des PV de conformité aux normes et aux textes législatifs,
- Photocopie des PV d'essais des ouvrages nécessitant des performances acoustiques,
- Échantillons des matériaux.

L'Entrepreneur s'informerait auprès du Maître d'Œuvre des différents essais prescrits et remettrait les résultats à des dates qui lui seront imposées.

1.3.6.4 EN FIN DE CHANTIER

Une fois les travaux terminés, dans le but d'établir le DOE, l'Entrepreneur remettra au Maître d'Œuvre, dans le nombre d'exemplaire et la forme requise, le dossier compilé des documents d'exécution mis à jour dans leur dernière version, conforme à tous les ouvrages tels qu'ils ont été exécutés, l'ensemble comprenant notamment :

- Une série complète des plans et documents d'atelier et de chantier,
- Une nouvelle copie de tous les documents spécifiques relatifs à la mise en œuvre des procédés proposés, ainsi que ceux attestant de leurs caractéristiques et performances (Avis Techniques, Documents Techniques d'Application, PV d'essais, ATEX, Cahier des charges, ETN,...),
- Une notice technique regroupant les fiches relative à tous les composants, matériaux, accessoires, etc., et faisant état en détail, de leur provenance, de leur fournisseur, de leurs références et de leurs caractéristiques,
- Une note détaillée faisant état de la conformité des ouvrages exécutés par rapport aux principaux documents du marché (compris modifications opérées par rapport à ceux-ci le cas échéant),
- Une notice regroupant, pour chaque ouvrage et type d'ouvrage réalisé, toutes les recommandations d'entretien et de maintenance des ouvrages exécutés.

1.3.7 CONDITIONS D'APPROBATION

Les documents, échantillons, maquettes, et prototypes produits ou réalisés par l'entreprise dans le cadre des études, ou du chantier, seront à diffuser aux divers intervenants concernés, ils seront en particulier soumis au Maître d'Œuvre et au Bureau de Contrôle, pour avis et observations le cas échéant.

L'Entreprise devra effectuer les reprises et rediffusion de ces éléments pour prise en compte des observations jusqu'à l'obtention d'un visa autorisant l'exécution.

En conséquence, aucune commande générale de matériau ou de matériel ne pourra être passée par l'Entreprise avant la délivrance par le Maître d'Œuvre d'un tel visa, relatif aux fournitures considérées.

Ce visa devra être porté exclusivement sur un document produit par l'Entreprise qui devra mentionner de façon explicite toutes les indications utiles (fournisseur, références exhaustives, caractéristiques, coloris, renvoi au marché, référencement d'échantillon correspondant, etc...)

L'obtention d'un visa autorisant l'exécution ne modifie en rien l'obligation et la responsabilité exclusive de l'Entreprise qui en découle, de respecter les dispositions de son marché et les Règles applicables aux travaux considérés.

A noter que dans tous les cas, les essais ayant pour but, soit de démontrer la qualité et les performances des matériels ou matériaux, soit celles de leur mise en œuvre, devront être effectués avec le matériel adéquat, suivant les procédures applicables à chaque type d'ouvrage, et par un organisme couramment agréé pour les réaliser.

1.4 LIMITES DE PRESTATION

Selon le Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC) joint au présent DCE.

1.5 GARANTIE

Les garanties des travaux par l'Entrepreneur du présent lot sont les suivantes (Étant entendu que l'entretien sera réalisé suivant les recommandations et au moyen de produits préconisés par l'Entrepreneur du présent lot) :

Les travaux de revêtements de sol seront garantis pendant une période de deux ans à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

Au cours de l'année précédant l'échéance de la garantie biennale, les revêtements de sols ne devront présenter aucune des anomalies suivantes :

- Décollements,
- Craquelures,
- Étanchéité déficiente en fonction du classement E admis,

- Rupture du revêtement au droit des soudures,
- Vieillesse anormale du revêtement,
- Relâchement excessif du revêtement mis en œuvre par tension,
- Présence de crêtes nombreuses,
- Usure ponctuelle anormale non liée à l'entretien ou à l'utilisation.

Toutefois, dans la mesure où ces anomalies seront constatées, la responsabilité n'interviendra que dans la mesure où elles affecteront par type de sol mis en œuvre + de 4 % de la surface ayant reçu ce type de sol. Durant ces périodes de garantie, l'attributaire du présent lot devra assurer :

- La révision de ses ouvrages dans le cadre de la garantie d'un an dite « de parfait achèvement » par application de l'article 1792 de la loi 78.12 du 4 janvier 1978
- La réparation des désordres de toutes natures qui pourraient mettre en cause la garantie biennale, dite de « bon fonctionnement » ou le remplacement des ouvrages défectueux.

Dans le cas d'usages de produits ou procédés non traditionnels, la mise en œuvre sera effectuée suivant les Avis Techniques ou les Documents Techniques d'Application relatifs à chacun des composants ou procédés, à défaut de ces documents, les ouvrages ne pourront être exécutés que si les composants ou procédés ont fait l'objet d'une enquête technique ayant conduit à un avis favorable de la part d'un Bureau de Contrôle, ou si ils sont garantis dans le cadre du marché, par une assurance complémentaire spécifique souscrite par l'entreprise, permettant de couvrir en particulier les ouvrages réalisés et le Maître d'Œuvre en tant prescripteur du procédé.

1.6 RECOURS COMPLEMENTAIRES

Recours au-delà de la période de garantie biennale dans le cas d'une mauvaise évolution des revêtements de sols.

Dans la mesure où des détériorations de caractère exceptionnel non liées :

- Soit à des phénomènes extérieurs,
- Soit à une utilisation anormale,
- Soit à un entretien incorrect,

Affectant par type de revêtement mis en œuvre au moins 8 % de la surface ayant reçu ce type de sol et qui apparaîtraient au-delà de la période de garantie biennale et avant la fin de la huitième année suivant la date d'effet de la réception des travaux.

La responsabilité conjointe de l'Entreprise et du fabricant de revêtement de sol sera engagée.

Dans ce cas, ils supporteront le financement des travaux de réfection, déduction faite de l'abattement normal "prorata temporis" pour vétusté.

1.7 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Le chantier est soumis aux dispositions du décret N°97-1159 pris en application de la loi N°93-1418.

Est joint au dossier de consultation, le PGC rédigé par le coordonnateur chargé de l'opération; ce document est contractuel et définit les principes à mettre en œuvre pour assurer la sécurité du travail.

L'Entreprise devra se conformer aux règlements de sécurité en vigueur et notamment à la loi du 06/12/76 et à ses décrets d'application du 09/06/77 et 13/08/77. Elle doit en particulier :

- Mettre en place tous les dispositifs assurant la sécurité du chantier, des voies publiques et des voies privées,
- Mettre en place des gardiens pour toutes interventions sur la voie publique,
- Ne pas charger les camions sur la voie publique sauf autorisations particulières obtenues,
- Fournir et poser des panneaux de sécurité en voirie, aux sorties de chantier, après avoir obtenu l'autorisation de l'Administration compétente.

L'Entrepreneur sera tenu pour responsable de tous les accidents de quelque nature qu'ils soient à dater de l'ordre de service de commencer les travaux. Il doit être titulaire d'une Police d'Assurance couvrant sa responsabilité civile.

Il doit également se conformer au texte approuvé le 11 juin 1980, par le Comité Technique National Des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics, concernant les mesures de prévention des accidents et mesures d'hygiène, ainsi qu'aux mesures réglementaires du titre VI du décret du 08/01/65.

1.8 QUALITE

L'Entrepreneur pouvant justifier au sein de ses établissements de l'existence d'une organisation permanente de la Qualité conforme à la norme ISO 9001 et au fascicule 65A (chapitre II) est rendu autonome en matière de Qualité, il doit toutefois pouvoir justifier à tout moment et sur simple demande du Maître d'Œuvre ou de l'un de ses représentants, de la réalité de la mise en œuvre du Plan d'Assurance Qualité établi pour l'exécution du Marché et approuvé préalablement à sa mise en vigueur.

Ce plan d'assurance qualité, conforme à l'article 35 du fascicule 65A, soumis au Maître d'Œuvre pendant la période de préparation contient notamment :

- L'organigramme détaillé et nominatif du chantier,
- L'organisation du contrôle interne,

- La description des méthodes de mise en œuvre et des matériaux et matériels utilisés,
- La description des contrôles et de l'organisation de ceux-ci,
- Les points critiques et les points d'arrêt,
- Le traitement des non-conformités.

1.9 QUANTITATIF - ESTIMATIF

L'ensemble des prestations évoquées dans le CCTP n'a pas un caractère limitatif, l'Entrepreneur a toute latitude de prévoir les compléments permettant une parfaite finition des ouvrages, avant la signature du marché. En conséquence pendant les travaux, l'Entreprise ne pourra plus demander de suppléments. Toutes les prestations garantissant une parfaite finition des ouvrages sont incluses dans son marché.

2 HYPOTHESES DE CONCEPTION

2.1 CARACTERISTIQUES DU PROJET

2.1.1 CARACTERISTIQUES LIEES AU SITE

Elements à prendre en compte selon les règles neige et vent (dimensionnement des ossatures) suivant NF P06-006 et NF P06-002.

Effets de la neige selon la carte de la France métropolitaines définissant la catégorisation des régions :

- Altitude : inférieure à 200m,
- Région : A1,

Effets du vent selon la carte de la France métropolitaines définissant la catégorisation des régions :

- Région : 2
- Site : normal,

Autres données selon les règles neige et vent (dimensionnement des ossatures) suivant NF P06-006 et NF P06-002 :

- Catégorie d'environnement : IIIb zone urbanisé ou industrielle,
- Coefficients de majoration éventuels : 1.0,
- Hauteur au dessus du sol du bâtiment : $H < 9$ m,
- Coefficient de site : normal. Le bâtiment sera considéré comme situé dans une zone sismique suivant articles R563-1 à R563-8 du Code de l'Environnement modifiés par les décrets N°2010-1254 et 2010-1255 du 22 octobre 2010, ainsi que par l'Arrêt du 22 octobre 2010 :

- Zone de sismicité : aléa très faible (zone 1) • Catégorie d'importance III (moyen).

Suivant Eurocode 8 ; § 4.3.5.2 les éléments non-structuraux doivent être vérifiés s'ils présentent des risques pour des personnes ou des structures en cas de séisme.

2.1.2 CARACTERISTIQUES LIEES AU PROGRAMME

Classement incendie du bâtiment :

Établissement accueillant un restaurant d'entreprise relevant uniquement des prescriptions du Code du Travail.

Ambiance intérieure des locaux, classe A à D suivant leur usage,

Les locaux courants du projet sont classés A

Certains locaux spécifiques sont classés B et C il s'agit des locaux suivants : sanitaires, douches, cuisine.

2.1.3 HYPOTHESES RESULTANT DE L'ETUDE DU PROJET

L'étude du projet a conduit à prévoir pour l'exécution des ouvrages du présent lot, les caractéristiques, et performances qui figurent dans les documents joints au dossier, et qui complètent le présent CCTP.

Il s'agit en particulier des documents suivants :

- Notice de sécurité du projet,
- Notice thermique et catalogue des parois,
- Notice acoustique,
- Notice SPS relative à l'entretien des bâtiments,

Les préconisations de ces documents devront être suivies par l'Entreprise pour réaliser ses études et exécuter ses ouvrages.

L'Entrepreneur devra prévoir dans son marché, toutes les dispositions utiles relatives aux ouvrages qui lui sont attribués, pour atteindre les performances spécifiées dans ces documents.

2.1.4 HYGROMETRIE DES LOCAUX

Éléments à prendre en compte selon le cahier du CSTB n°3567 de classification des locaux en fonction de l'exposition à l'humidité des parois et nomenclature des supports pour revêtements muraux intérieurs.

Hygrométrie des locaux :

- Local à faible hygrométrie (EA) : $W/n < 2.5$ g/m³,
- Local à hygrométrie moyenne (EB) : $2.5 < W/n < 5$ g/m³,
- Local à forte hygrométrie (EB+) : $5 < W/n < 7.5$ g/m³,
- Local à très forte hygrométrie (EC) : $W/n > 7.5$ g/m³,

Classement des locaux :

- Locaux de bureau : Locaux secs ou faiblement humides (EA),
- Sanitaires, vestiaires : Locaux humides à usage collectif (EB+),
- Cuisine collective, laverie : Locaux très humides en ambiance non agressive (EC),

2.2 PERFORMANCES DES OUVRAGES

2.2.1 CLASSEMENT UPEC

Les indications des performances auxquelles doivent répondre les revêtements de sol minces sont spécifiées dans la description des ouvrages. Ces indications sont conformes aux éléments du classement UPEC, dans lequel :

- Le terme U recouvre les éléments du trafic (usure à la marche),
- Le terme P recouvre les effets mécaniques (poinçonnement ou usure d'impact),
- Le terme E caractérise le comportement à l'eau,
- Le terme C caractérise la tenue aux agents chimiques.

Les revêtements de sol minces doivent répondre à l'un des critères suivants :

- Avoir fait l'objet d'une homologation de l'ITR (Institut Technique des Revêtements, avec l'attribution d'un classement UPEC par le Comité d'Homologation de l'I.T.R.),
- Avoir fait l'objet d'un Avis Technique avec classement UPEC délivré par le CSTB,
- Ou avoir fait l'objet d'une classification T-ICCO, attribuée par l'I.N.T. (Institut National du Tapis) et qui constitue un engagement de la part du fabricant vis-à-vis du consommateur.

Elle est complétée par une étiquette AFEI (Association Française pour l'Étiquetage Informatif), qui fournit des critères comparatifs de performances du tapis.

Dans tous les cas, le revêtement doit avoir un classement au moins égal au classement UPEC des locaux concernés et être mis en œuvre dans les conditions de son Homologation ou Avis Technique.

2.2.2 PERFORMANCES AU FEU

Suivant notice de sécurité du présent dossier.

Classement incendie du bâtiment :

Établissement accueillant un restaurant d'entreprise relevant uniquement des prescriptions du Code du Travail.

2.2.3 PERFORMANCES THERMIQUES

Selon la notice thermique jointe au dossier et les précisions apportées au chapitre "DESCRIPTION DES OUVRAGES" du présent CCTP.

2.2.4 PERFORMANCES ACOUSTIQUES

Selon la notice acoustique jointe au dossier et les précisions apportées au chapitre "DESCRIPTION DES OUVRAGES" du présent CCTP.

Les impératifs découlant de l'isolation phonique sont spécifiés dans la description des ouvrages, prévus dans la conception du "complexe plancher" et pris en compte dans le choix du matériau de référence.

L'indice Delta L exprimé en dB(A) caractérise l'efficacité d'un revêtement de sol à réduire les bruits de choc, en exprimant la réduction du niveau de bruits de choc normalisé consécutive à la pose d'un revêtement.

Les Delta L sont indiqués pour les revêtements avec sous-couches.

3 DESCRIPTION DES OUVRAGES

3.1 TRAVAUX PREPARATOIRES LOCAUX CUISINES

3.1.1 CHAPE : 1ERE EPAISSEUR (5 CM)

Fourniture et réalisation d'une chape de ciment armée de 5 cm.

Cette chape sera flottante entre cloisons, toutes les précautions extrêmes nécessaires seront prises afin qu'aucun microgramme de coulis de ciment ne passe en dessous des cloisons.

Il sera également prévu toutes les sujétions nécessaires à la parfaite finition de ces chapes :

- traitement des joints de fractionnement,
- joints périphériques,
- coupes et raccordements divers,
- garnissage des joints,

Les formes de pentes (1% mini) seront réalisées sur l'ensemble des locaux avec siphons de sols et/ou caniveaux.

Réalisation de l'ensemble conformément au DTU 26.2 Chapes et dalles à base de liants hydrauliques en vigueur, ainsi que les recommandations du fabricant.

Localisation :

Suivant plans architecte : locaux cuisine

3.1.2 ETANCHEITE

Fourniture et mise en place d'une étanchéité liquide type résine polyuréthane à 2 composants, comprenant :

- une couche primaire en parties courantes et sur les relevés,
- application de deux couches d' étanchéité liquide type, dosage selon les recommandations du fabricant,
- armature de renfort selon les recommandations du système proposé,
- protection : carrelage scellé décrit ci-après (conforme au DTU 52.1),

Tous détails et toutes sujétions de mise en oeuvre et d'exécution suivant les prescriptions du fabricant, avis technique, normes et DTU en vigueur.

Marques et matériels : Du type POLYDIANE + de chez PRB ou techniquement équivalent.

Localisation :

Suivant plans architecte : locaux cuisine

3.1.3 CHAPE : 2EME EPAISSEUR (CARRELAGE SCELLE)

Se référer à la description du carrelage scellé.

Localisation :

Suivant plans architecte : locaux cuisine

3.2 TRAVAUX PREPARATOIRES HORS LOCAUX CUISINES

3.2.1 CHAPE AVEC FORME DE PENTE

Fourniture et réalisation d'une chape de ciment armée de 6 cm minimum.

Cette chape sera flottante entre cloisons, toutes les précautions extrêmes nécessaires seront prises afin qu'aucun microgramme de coulis de ciment ne passe en dessous des cloisons.

Il sera également prévu toutes les sujétions nécessaires à la parfaite finition de ces chapes :

- Traitement des joints de fractionnement.
- Joints périphériques.
- Coupes et raccordements divers.
- Garnissage des joints.

Pour les sols à RDC prévoir film polyane 200 microns, avec recouvrement des lés pour éviter tous risques de remontées de capillarités.

État de surface : Lissée pour recevoir un revêtement de sol collé.

Épaisseur de la chape à fournir au gros œuvre pour réservation dans la dalle.

Compris sujétion pour forme de pente vers siphon de sol.

Localisation :

Suivant plans architecte : douches des VEST / SAN des bureaux, local ménage des bureaux

3.2.2 BARRIERE ANTI-REMONTÉE D'HUMIDITÉ

Fourniture et mise en œuvre d'une barrière anti-remontée d'humidité, comprenant :

- Un primaire époxy à raison de 400 g/m²,
- Une deuxième couche de 300 g/m² saupoudré à refus de silice,
- Aspiration de l'excédent de sable après séchage.

Cette résine servira de barrière anti-remontée d'humidité avant ragréage et pose des revêtements de sol

Marques et matériels : EPONAL de chez BOSTIK ou techniquement équivalent.

Localisation :

Suivant plans architecte : à prévoir sous les revêtement de sols souples

3.2.3 RAGREAGE

Fourniture et mise en œuvre d'un enduit de ragréage et de lissage de type P3 comprenant :

- Un nettoyage du support :
 - o Grattage des traces de plâtre, peinture, colle,
 - o Dépoussiérage soigné,
 - o Application d'une couche de primaire.
- Un enduit de ragréage et de lissage de type P3,
- Épaisseur : 3 à 10 mm,
- L'épaisseur de cette application sera telle qu'après la pose des revêtements les tolérances soient :
 - o 3 mm sous la règle à 2 m,
 - o 1 mm sous la règle à 20 cm,
 - o 3 mm pour l'horizontalité dans le même local.

Marques et matériels : MIPLASOL TRAFIC 3 de chez BOSTIK ou techniquement équivalent.

Localisation :

Suivant plans architecte : à prévoir sous les revêtement de sols souples

3.3 REVETEMENTS DE SOLS CUISINES

3.3.1 CARRELAGE ANTI-DÉRAPANT U4 P4S - POSE SCÉLÉE

Fourniture et pose de revêtement de sol carrelé en grès cérame technique.

Pose scellée suivant le mode de mise en œuvre défini au DTU 52.1 comprenant :

- nettoyage du support,
- désolidarisation du support par film polyéthylène de 150 m d'épaisseur minimum,
- pose d'une première couche de mortier (classe A+ - émission dans l'air ambiant) dosé à 350 Kg/m³ de CPA 55 et sable de granulométrie 0.08/3 mm ; mise en œuvre au malaxeur horizontal,
- pose d'une seconde couche de mortier dito avec compactage manuel - réglage de la chape suivant épaisseur à la règle,
- poudrage au ciment CPA 55,
- façon de barbotine par mouillage du ciment à l'arrosoir,
- pose des carreaux à la grille (surface courante) dimensionnée pour pose à joints réduits (2 à 3 mm),
- damage des carreaux à la batte électrique,
- réglage du carrelage et suivi manuellement,
- façon de joint au coulis de ciment dosé à 800 Kg/m³ minimum de CPA 55, avec machine à joint pour surfaçage,
- nettoyage après jointoiement.

Épaisseur chape : 8 cm (mini).

Caractéristiques :

- nature : Grès cérame anti-dérapant,
- format : 20x20 cm, épaisseur 12mm,
- aspect : anti-dérapant,
- couleur au choix de l'architecte dans la gamme complète du fabricant,
- classement UPEC : U4 P4S E3 C2,
- réaction au feu : M0,
- classe antidérapant : R12,

Compris toutes coupes et jointoiement effectués avec précision (tout aspect non conforme entraînera la dépose et repose de matériaux nouveaux). Joint anti-acides.

Compris plinthes à gorges assorties au revêtement mis en œuvre et désolidarisées du carrelage en sol par un joint silicone gris. Joint anti-acides.

Compris sujétions de forme de pente pour les locaux avec siphons et/ou caniveaux.

Mise en œuvre conformément aux textes réglementaires en vigueur.

Le revêtement de sol sera certifié "CNAMTS".

Label antitache Norme ISO 105 45-14>5.

Référence au choix de l'architecte dans la gamme du fabricant.

Marques et matériels : de type Grespor 197 x 197 antidérapant U4P4S R12 de chez Pavigrès ou techniquement équivalent

Localisation :

Suivant plans architecte : locaux cuisine

3.3.2 PLINTHES ASSORTIES CARRELAGE U4 P4S

Fourniture et mise œuvre plinthe droite au format assorti au carrelage courant,

Localisation :

Suivant plans architecte : locaux cuisine

3.3.3 JOINT ANTI ACIDE

Les locaux cuisines laveries seront traités avec joints époxy anti-acide.

3.3.4 FAIENCE 20 x 20 CM OU 30 x 30 CM

Fourniture et pose d'une faïence en grès émaillée, mise en œuvre avec mortier colle et rejointoyée soigneusement au coulis en ciment blanc.

Caractéristiques :

- carreaux : grès-émaillé,
- pose : collée,
- format : 20 x 20 cm ou 30 x 30 cm
- carreaux plans : surface unie,
- coloris de faïence : polychromie suivant calepinage des détails architecte, carreaux unis colorés au choix de l'architecte dans l'ensemble de la gamme.

Mise en œuvre : toute hauteur ou hauteur 1,20 m suivant localisation.

Tous les joints seront de type époxy - anti acide.

Fourniture et pose pour finition dans les angles vifs et en tête de baquettes en aluminium d'angle finition aluminium brossé de type SCHULTER ou équivalent.

Toutes sujétions de découpes compris dans la présente prestation.

Localisation :

Suivant plans architecte : lingerie

3.4 REVETEMENT DE SOLS DUR HORS LOCAUX CUISINES

3.4.1 CARRELAGE GRES CERAME 30 X 30 CM

Fourniture et pose de revêtement de sol carrelé en grès cérame technique teinté dans la masse et rectifié.

Pose collée sur chape du présent lot ou sur plancher béton.

Caractéristiques :

- Nature : Carreaux de grès cérame finition mate au choix de l'architecte,
- Pose droite à joints serrés, épaisseur minimum selon DTU.
- Format des carreaux : 30 x 30 cm.
- Aspect : mat,
- Epaisseur : 8,3 mm.
- Classement U.P.E.C. : U4.P4.E2.C2. minimum
- Classe antidérapant : R10 B
- Teintes des joints : Teinte au choix de l'architecte.
- Toutes teintes au choix de l'architecte dans la gamme du fabricant (2 teintes par local + dessin calepinage selon plan architecte à définir en phase chantier)

Marques et matériels : de type Grès cérame technique PAVIGRES 21 30x30 de chez PAVIGRES ou techniquement équivalent

Localisation :

Suivant repérage des plans architecte (S3)

3.4.2 PLINTHE DROITE ASSORTIE AU CARRELAGE 30 X 30 CM

Fourniture et mise en œuvre de plinthes droite, assorties aux dimensions du carrelage comprenant :

- Hauteur : 10 cm,
- Désolidarisation par rapport au dallage par mise en place d'un résilient,
- Dépoussiérage du support et pose à la colle spéciale prescrite par le fabricant et agréée par le C.S.T.B,
- Coupes, entailles, jointoiment, protection et nettoyage,
- Finition par exécution d'un joint silicone incolore à la jonction entre la plinthe et le revêtement carrelage,

Y compris toutes sujétions de détails de mise en œuvre selon le DTU 52.

Localisation :

Suivant repérage des plans architecte (S3)

3.4.3 CARRELAGE U4P4E2C1 - ANTI DERAPANT

Fourniture et pose de revêtement de sol carrelé en grès cérame anti-dérapant teinté dans la masse et rectifié.

Pose collée sur chape du présent lot ou sur dallage.

Caractéristiques :

- Nature : Grès cérame.
- Format : 30 x 30 cm,
- Aspect : structuré,
- Épaisseur : 8,5 mm.
- Couleur au choix de l'architecte dans la gamme complète du fabricant.
- Classement UPEC : U4 P4 E3 C2
- Réaction au feu : M0.
- Classe antidérapant : R12 C
- Joint de couleur assortie au carrelage

Référence au choix de l'architecte dans la gamme du fabricant (gamme identique au carrelage grès cérame standard).

Marques et matériels : de type Grès cérame technique PAVIGRES 21 30x30 R12 de chez PAVIGRES ou techniquement équivalent

Localisation :

Suivant repérage des plans architecte (S3a)

3.5 REVETEMENT DE SOLS SOUPLES

3.5.1 REVETEMENT LINOLEUM ACOUSTIQUE

Fourniture et mise en œuvre d'un revêtement de sols linoléum acoustique lisse, en lés et décoré dans la masse. Revêtement linoléum sans phtalate (plastifiants), sans halogène ni PVC. Contenant des minéraux d'origines naturelles et des pigments de couleurs écologiques. Le produit mis en œuvre devra bénéficier d'une certification environnementale.

Sous couche acoustique mousse.

Caractéristiques :

- épaisseur : 3,50 mm,
- largeur des lés : 2,00 m,
- classement UPEC : U4P3E1C2,
- réaction au feu : Cfl-s1 collé sur support ciment.
- poinçonnement statique rémanent : 0,20 mm (EN ISO 24 343),
- efficacité acoustique : 19 dB,
- glissance : R9 (DIN 51 130),
- pose : collée,
- charge électrostatique : < 2Kv (EN 1815),

Les joints sont soudé à chaud.

Surface traitée ne nécessitant aucun nettoyage de mise en service et aucune métallisation ni en usine ni après la pose.

Sur support préalablement ragréé, pose à joints vifs avec colle acrylique et soudure des joints à chaud (cordon à plastifiant d'origine végétal), suivant prescriptions du fournisseur, compris coupes, découpes, chutes, traitement des rives.

Coloris et décor au choix de l'architecte dans de la gamme du fabricant.

Marques et matériels : Du type MARMOLEUM DECIBEL 19dB de chez FORBO ou techniquement équivalent.

Localisation :

Suivant repérage des plans architecte (S19)

3.6 REVÊTEMENTS MURAUX

3.6.1 CARRELAGE MURAL

Fourniture et pose d'un revêtement mural grès cérame, de caractéristiques suivantes :

- Nature : Grés émaillé
- Pose : double encollage.
- Dimensions : 300 x 300 mm.
- Épaisseur 7.5 mm.
- Aspect : identique au revêtements de sol, aux choix de l'architecte (mate).
- Carreaux plans : surface unie.
- Coloris : au choix de l'Architecte suivant la gamme du fabricant.

Y compris toutes sujétions de coupes, de jointoiement et de mise en œuvre.

Compris sujétion de calepinage et d'alignement des joints avec le revêtement de sols.

Fourniture et pose pour finition dans les angles vifs et en tête de baquettes en aluminium d'angle finition aluminium brossé de type SCHULTER ou équivalent.

L'Entrepreneur devra également la réalisation d'un joint souple en périphérie entre plinthe carrelage et revêtement de sol toute nature.

Hauteur suivant indications des plans architecte.

Localisation :

Suivant repérage plans architecte (M2) et en crédence au dessus des lave mains

3.7 TAPIS D'ENTREE

Fourniture et pose de tapis rigide à bande essuie-pieds caoutchouc et brosse textile, résistantes au trafic intense et aux produits chimiques (souillures et détachants).

Caractéristiques :

- Bande essuie-pieds en caoutchouc à surface textile de coloris au choix de l'architecte
- Profilé gratte-pied réversible en aluminium brossé
- Épaisseur 12mm / 17mm
- Classement au feu : M3

Cadre en profilé inox y compris coupes, soudures avec pattes de fixation. Le cadre sera posé au niveau du sol fini.

Toutes sujétions pour coupes, chutes, lissage de la chape en sous face.

Coloris au choix de l'architecte.

MARQUES ET MATERIELS : Du type NUWAY TUFTIGUARD CLASSIC de chez FORBO ou techniquement équivalent

3.7.1 DIMENSIONS SAS

Localisation :

Suivant plans architecte : sas d'entrée

3.7.2 DIMENSIONS 80 x 200 CM

Localisation :

Suivant plans architecte : hall salle à manger privative

3.8 OUVRAGES DIVERS

3.8.1 SIPHON DE SOL INOX

Fourniture et pose de siphons de sol en inox pour sols recevant un carrelage sur chape.

Siphon de sol assortie au format du carrelage.

Caractéristiques :

- sortie verticale diamètre 120 à 150 mm,
- garde d'eau 60 mm,
- hauteur du tube 350 mm + grille.

Compris réalisation de l'étanchéité sol / siphon.
L'entreprise devra réaliser les raccordements afin de rendre étanche les

Localisation :

Suivant plans architecte : douches des VEST / SAN des bureaux, local ménage des bureaux

3.8.2 SIPHON DE SOL CUISINE

Pose de siphons de sol et caniveaux en inox pour sols recevant un carrelage sur chape.

Fourniture au lot Cuisine Blanchisserie.

Pose au présent lot.

L'entreprise devra réaliser les raccordements afin de rendre étanche les liaisons revêtement de sol avec les siphons de sols dans les locaux concernés.

Compris toutes sujétions d'étanchéité.

Localisation :

Suivant plans architecte : locaux de cuisine avec siphon et caniveau

3.8.3 PROFILS D'ARRET DE CARREAUX DE SOLS

Fourniture et pose de profils d'arrêts de revêtement de sols y compris toutes découpes et sujétions de mise en œuvre et d'exécution.

Profilé de protection et de décoration des chants de carrelage.

Profilé avec ailette de fixation à perforation trapézoïdales.

Profilé adapté à l'épaisseur du carrelage.

Profilé aluminium, finition anodisé brossé.

Marques et matériels : Profilés type SCHULTER SCHIENE de chez SCHULTER SYSTEMS ou techniquement équivalent.

Localisation :

Arrêts de carrelage au changement de nature de sol.

3.8.4 JOINTS DE DILATATION

L'entreprise réalisera tous les joints de dilatation nécessaires dans les chapes et les revêtements de sols.

Joints réalisés par un système composé de deux équerres en aluminium et d'un joint souple en PVC, incorporés à l'avancement de la pose des chapes et des carreaux.

Pose encastré ou rapportée suivant localisation.

Compris toutes sujétions pour incorporation, fixation, pré-scellement, couvre-joint provisoire, piochement de feuillure et autres.

Les couvre joints seront posés à fleur du revêtement.

Marques et matériels : de type DINASOL FT 134 de chez DINAC ou techniquement équivalent

Localisation :

Au droit des joints de dilation dans les revêtements de sols

4 SPECIFICATIONS TECHNIQUES DETAILLEES

4.1 DOCUMENTS DE REFERENCE

Tous les travaux entrant dans la composition du présent lot sont à réaliser selon les règles définies dans les principaux documents qui leur sont applicables :

4.1.1 DTU

Les ouvrages devront être conçus et réalisés en tenant compte des différents DTU relatifs aux ouvrages à réaliser, dans leur version en vigueur le jour de la signature du marché, avec toutes leurs annexes et leurs additifs.
DTU de la série 51 : Parquet :

- DTU 51-1 - Parquets massifs et contrecollés,
- DTU 51-11 - Pose flottantes des parquets et revêtements de sols contrecollés à parement bois,
- DTU 51-2 - Parquets collés,
- DTU 51-3 - Planchers en bois et panneaux dérivés du bois,

DTU de la série 52 : Revêtement de sol dur :

- DTU 26.2 - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques,
- DTU 52-1 : Revêtements de sol scellés avec les dérogations apportées par l'annexe 2 de la circulaire du 25 Juin 1987.

DTU de la série 53 : Revêtement de sol souple :

- DTU 53-1 - Travaux de revêtements de sol textiles collés ou tendus,
- DTU 53-2 - Revêtements de sols plastiques collés (oct. 1990),

DTU de la série 55 : Revêtement mural :

- DTU 23-1 - Parois et murs en béton banché,
- DTU 55-2 - Revêtements muraux attachés en pierre mince.

4.1.2 RECOMMANDATIONS ET CAHIERS DU CSTB

Seront aussi à respecter les recommandations et Cahiers du CSTB relatifs aux ouvrages à réaliser, dans leur dernière version.

- Cahier N° 2-183 du CSTB - Revêtements de sol minces : notices sur le classement UPEC et classement UPEC des locaux, de Septembre 1987,
- Cahier N° 2-193 du CSTB - Revêtements de sol textiles en dalles plombantes amovibles (octobre 1987),
- Cahier N° 1-835 du CSTB - Prescriptions Techniques d'exécution des enduits de lissage de sols intérieurs de Mars 1983,
- Cahier N° 1-836 du CSTB - Directives pour l'Avis Technique et le classement P des produits de lissage de sols, de mars 1983,
- Cahier N° 2055-1, 2055-2, 2055-3 - Du CSTB guide pour la rénovation des revêtements de sol, de janvier février 1986,
- Cahier N° 35 du CSTB - Cahier des charges de préparation des ouvrages en vue de la pose des revêtements minces,
- Cahier N° 221 et 2182 - Directives pour l'avis technique et le classement UPEC des revêtements de sols plastiques manufacturés,
- Cahier N° 2288 - Directives pour l'Avis Technique et le classement UPEC des revêtements de sol textiles manufacturés (octobre 1988).
- Cahier N° 193 - Fascicule 21, du CSTB spécifications "essais et cahier des charges de revêtements plastiques des sols",
- Cahier N° 744 du CSTB - Prescriptions pour la réalisation des joints soudés à chaud sur les revêtements de sol vinylique. Tous autres types de soudure ne sont acceptés que sous la responsabilité de l'Entrepreneur,
- Guide de maintenance des sols textiles dans les locaux collectifs (CSTB, 1983),
- UEAtc - Directives communes pour l'agrément des revêtements de sols minces - cahier CSTB N°115,
- UEAtc - Directives communes pour l'agrément des revêtements de sols textiles - cahier CSTB N°142,
- UEAtc - Directives communes pour l'agrément des revêtements de sols plastiques,
- UEAtc - Directives communes pour l'agrément des revêtements de sols minces,
- Publication du Centre d'Informations des revêtements de sols (CIRS) 6, rue Paul Valéry 75116 Paris - Téléphone 47.20.10.20,
- Prescriptions des fabricants : pour chaque matériau employé, l'Entrepreneur doit se conformer aux prescriptions du fabricant définies par la documentation de ce dernier et par les avis techniques obtenus par le matériau,
- Spécifications contenues dans l'ouvrage "Sécurité contre l'Incendie", édité par le Journal Officiel, brochures n°1 477,

- Règles Professionnelles de préparation des supports courants en béton, en vue de la pose des revêtements de sol minces, éditées par l'Union Nationale des Revêtements de Sol et du Tapis et par l'Union Nationale de la Maçonnerie,
- Avis techniques du CSTB,
- Exigences réglementaires pour les sols conducteurs,

4.1.3 NORMES

Tous les matériaux matériels et composants utilisés pour la fabrication et la mise en œuvre des ouvrages du présent lot devront être conformes aux normes correspondantes

Normes générales :

- NF EN 13501 : Classement au feu des produits et éléments de construction,

Revêtement de sol souple :

- NF G35-000 - Revêtements de sol textiles classification et terminologie,
- NF P 05 011 - Classement des locaux en fonction de leur glissance,
- EN 13845 - Revêtement de sol PVC à résistance accrue au glissement,
- EN13893 Coefficient de frottement dynamique sur la surface des sols,
- XP P 05 010 - Détermination de la résistance à la glissance au moyen du plan incliné,
- NF S 31 074 - Mesure en laboratoire du bruit e chocs dans une salle par les revêtements de sols posés dans cette salle (sonorisation à la marche),

Revêtement de sol dur :

- NF B10-101 - Pierres naturelles - Vocabulaire,
- NF B10-601 - Produits de carrière - Pierres naturelles - Prescriptions générales,
- NF EN 14411 - Carreaux céramiques - Définitions, classification, caractéristiques, évaluation et vérification de la constance de performance de marquage,
- NF EN 13373 - Méthodes d'essai pour pierres naturelles - Détermination des dimensions et autres caractéristiques géométriques,
- NF EN 1925 - Méthodes d'essai pour pierres naturelles - Détermination du coefficient d'absorption d'eau par capillarité,
- NF EN 14579 - Méthodes d'essai pour pierres naturelles - Détermination de la vitesse de propagation du son,
- NF EN 14157 - Méthodes d'essai pour pierres naturelles - Détermination de la résistance à l'usure - Pierres naturelles - Détermination de la résistance à l'usure,
- NF EN 13364 - Méthodes d'essai pour pierres naturelle - Détermination de l'effort de rupture,
- La norme expérimentale P61-616 concernant la glissance d'un sol (méthode SFC reprenant la norme DIN 51097); elle s'applique au risque de chute, pieds nus sur des carrelages mouillés.

Revêtement de sol parquet :

- NF P90-203 : revêtements de sols sportifs intérieurs - caractéristiques et méthodes d'essais.
- DIN 18-032 II : spécifications des parquets sportifs.
- NF B50-005 : parquets, lambris et frises brutes - vocabulaire.
- NF B54-000 : lames à parquet en bois massif - caractéristiques de fabrication.
- NF B54-001 : fabrication des lames de parquet en chêne massif.
- NF B54-002 : classement des lames à parquet en châtaignier massif.
- NF B54-003 : classement des lames à parquet en pin maritime massif.
- NF B54-005 : classement des lames à parquet en sapin et épicéa massifs indigène.
- NF B54-008 : fabrication et classement des panneaux de parquet mosaïque.
- NF B54-009 : classement des lames en hêtre massif.
- NF B54-010 : fabrication et classement des parquets « à coller » en éléments autres que mosaïque.
- NF B54-011 : fabrication et classement des parquets contrecollés à parement en bois feuillus durs.
- NF B54-020 : revêtement de sol à parement aminoplaste thermodurcissable et à âme à base de bois - caractéristiques.
- NF P84-302 : feutres bitumés, sous-couche de désolidarisation et/ou d'isolation.
- NF P84-307 : feutres bitumés, sous-couche de désolidarisation et/ou d'isolation.
- NF P84-313 : papier kraft bitumé, sous-couche de désolidarisation et/ou d'isolation.
- NF P84-305 : papier kraft bitumé, sous-couche de désolidarisation et/ou d'isolation.
- NF B57-055 : liège : aggloméré composé pour sous-couche isolante de parquet à coller - Caractéristiques.
- NF B57-056 : liège : aggloméré composé pour sous-couche isolante de parquet à coller -Essais.
- NF B54-050 : panneaux de fibres tendues de bois généralement asphaltés - sous-couche de désolidarisation et/ou d'isolation.
- NF B12-301 : plâtre de scellement.
- NF P15-301 : ciment de scellement.
- NF P18-304 : sable.
- NF E27-951 : fixations sur structure bois (pointes)

- NF E27-142 : fixations sur structure bois (vis).
- NF E91-131 : fixations sur structure bois (agrafes).
- NF B53-501 : lambourdes (feuillus durs).
- NF B53-502 : lambourdes (résineux).
- NF B51-002 : lambourdes (séchage des bois).

Panneaux contreplaqués :

- NF B54-155 : spécifications générales,
- NF B54-160 : caractéristiques dimensionnelles,
- NF B54-154 : type de collage - définition - essais - qualification,
- NF B54-161 : panneaux extérieurs - spécifications,

Panneaux de particules :

- NF B54-100 : spécifications - classification - désignation,
- NF B54-110 : caractéristiques dimensionnelles,

Panneaux de fibres :

- NF B54-050 : définition - classification - désignation.
- NF B51-120 à NF B51-127,
- NF B54-140 ; NF B51-150 à NF B51-152,
- NF B51-190,

4.1.4 AUTRES DOCUMENTS

- Avis Technique ou Document Technique d'Application en cours de validité, accepté par l'AFAC et respectant les réserves de cet organisme,
- Enquête Technique avec avis favorable de la part du Bureau de Contrôle agréé, (ETN, ATEX, PASS INNOVATION, Avis de Chantier, etc ...)
- Cahier des Charges, recommandations et exigences de mise en œuvre, toutes préconisations des fournisseurs et fabricants en ce qui concerne les matériaux ou matériels employés,
- Procès Verbaux d'essais de toute nature, relatifs aux composants employés.

4.2 MATERIAUX - PRODUITS - COMPOSANTS

4.2.1 GENERALITES

En complément aux prescriptions générales relatives aux fournitures et matériaux du titre III, les prescriptions particulières suivantes sont imposées pour les fournitures et matériaux entrant dans les prestations du présent corps d'état.

4.2.2 PRODUITS DE RAGREAGE

Les produits seront exclusivement des produits livrés prêts à l'emploi (les produits préparés sur le chantier ne seront pas admis).

L'état de surface requis est celui des chapes parfaitement lisses. Si besoin est, on applique un enduit de lissage à base de ciment, d'une fabrication faisant l'objet d'un avis technique qui reconnaît son aptitude à l'emploi suivant le revêtement associé.

4.2.3 COLLES DIVERSES

Suivant cahiers n°2234, 2235, 2236 et 2237 d'Avril 1988, les produits utilisés pourront être :

- Pose de revêtements de sol textiles (tapis aiguilletés, moquettes, tapis COCO-SISAL, etc.) :
 - o Colles émulsion vinylique,
 - o Colles émulsion acrylique,
 - o Colles solution vinylique en solvant.
- Pose des revêtements de sol plastique :
 - o Colles à émulsion vinylique ou acrylique,
 - o Colles en solution solvant, principalement vinylique ou solvant adhésif à base de bitume,
 - o Colles polychloroprènes,
 - o Colles deux composants, principalement époxy,
 - o Colles préalables à base d'émulsion de latex.

4.2.4 MATERIAUX DE REVETEMENTS DE SOLS

Les matériaux de revêtements de sols devront répondre aux caractéristiques définies ci-après :

- Les teintes et décors éventuels devront correspondre à ceux de l'échantillon retenu par le Maître

d'Œuvre. Dans un même local, les tons devront être uniformes et aucune différence de ton, si minime soit-elle, ne sera tolérée,

- Pour les matériaux en dalles, les dimensions nominales et les tolérances de calibrage seront définies par les normes en vigueur ; à défaut, l'appréciation en reviendra au Maître d'Œuvre.
- Les matériaux de revêtements de sols autres que ceux définis ci-après et proposés par l'Entrepreneur à l'acceptation du Maître d'Œuvre devront répondre aux conditions suivantes :
 - o Ils devront être titulaires d'un agrément du CSTB,
 - o Ils devront être au moins équivalents en tant que solidité, aspect, dimensions, conditions d'entretien, etc., aux matériaux définis,
 - o Ils devront être titulaires d'un classement UPEC au moins équivalent à celui des matériaux définis.